

*Pouvoir d'emprunt*

Fait intéressant, voilà que les députés libéraux s'opposent à la façon de faire du gouvernement et la déclarent anti-parlementaire. Ils ont tout à fait raison de s'opposer ainsi. Cependant, comme ils ont vite oublié qu'il y a quelques années à peine, ils utilisaient la même méthode que le gouvernement aujourd'hui. Ce serait un euphémisme que de qualifier d'hypocrite pareil comportement. Que les députés d'en face ont donc la mémoire courte!

Le député de Mississauga-Sud (M. Blenkarn) m'a beaucoup déçu par son discours d'hier soir. Il a déjà été l'un des meilleurs critiques de l'opposition à la Chambre en ce qui concerne les projets de loi du gouvernement portant pouvoir d'emprunt. C'était un homme intègre et pondéré qui savait utiliser des arguments de poids. Le député de Mississauga-Sud avait réussi, avec l'aide d'autres députés de l'opposition, tant conservateurs que néo-démocrates, à forcer le gouvernement précédent à scinder sa mesure portant pouvoir d'emprunt.

Il faut que le ministre et le gouvernement sachent que les tactiques que les conservateurs ont employées en 1982 peuvent de nouveau servir mais, cette fois, contre eux. L'opposition est en mesure de paralyser les travaux de la Chambre si le gouvernement tient absolument à violer nos règles et nos traditions parlementaires. Nous n'aurons d'ailleurs qu'à emprunter le scénario écrit par les conservateurs en 1982. Je tiens à avertir le gouvernement que nous n'avons pas oublié son opposition de naguère. Nous formulerons assurément cette opposition s'il continue d'agir à l'image du gouvernement libéral d'alors.

Certains discours, de ministériels surtout, ont quelque chose de démoralisant. Ces députés ont des questions économiques et des affaires de l'État une compréhension assez superficielle. Quand j'entends leurs exposés, je songe aux cultes religieux comme les Moonies. Je n'entends que des formules simplistes que radotent non seulement les députés de l'arrière-ban mais les ministres aussi. Ce sont de simples solutions, en ce qui concerne les ministériels, aux problèmes auxquels l'économie canadienne et le monde occidental ont aujourd'hui à faire face.

Le croquemitaine, c'est le gouvernement, l'excès dans les dépenses publiques qui entraîne des déficits astronomiques, lesquels provoquent à leur tour la montée en flèche des taux d'intérêt. Il en résulte un ralentissement de l'activité économique. La solution? Réduire le déficit en comprimant les dépenses publiques, avec le résultat que les taux d'intérêt baissent, la croissance accélère, de même que la création d'emplois et alléluia, c'est le retour des beaux jours!

**Des voix:** Bravo!

**M. de Jong:** Cela me rappelle les expériences de Pavlov. Dès que le chien était soumis à certains stimuli, il se mettait à saliver. En ce moment même, dès que j'ai prononcé certaines expressions clés, les députés du parti conservateur se sont mis aussitôt à applaudir comme s'il existait des solutions toutes faites aux problèmes qui assaillent notre économie. Ils ont l'impression que les grands bouleversements économiques, sociaux et technologiques que subit la civilisation occidentale peuvent se résoudre par ces mesures toutes simples.

● (1130)

Cela m'effraie autant que les Moonies et toutes les autres formes de cultes religieux et de contrôle de la pensée. Cela

m'effraie que l'on puisse ramener des problèmes complexes et délicats à des formules simplistes auxquelles des personnes, par ailleurs intelligentes, applaudissent à tout rompre dès qu'elles les entendent prononcer. L'idée qu'il existe des solutions simplistes à des problèmes complexes est, en fin de compte, l'essence même de la pensée totalitariste. C'est l'essence même des idéologies communiste et fasciste.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. de Jong:** Monsieur le Président, nous entendons encore les mêmes grondements. Nous avons de toute évidence touché un point sensible.

Lorsqu'on examine l'évolution de la conscience humaine et l'histoire sociale de l'humanité, on peut voir que l'on a parfois choisi des solutions simplistes pour résoudre des problèmes complexes pendant des périodes de fortes tensions sociales. Cela mène éventuellement les gens à essayer d'appliquer des solutions inappropriées. Je crains que les députés soient tellement convaincus que la solution qu'ils prônent est la bonne, qu'en cas d'échec, ils s'obstineront. C'est ce que je crains, monsieur le Président.

Examinons la solution simpliste proposée par le gouvernement. Il juge que notre déficit est beaucoup trop élevé. Je suis d'accord. Je crois moi aussi que notre déficit est beaucoup trop élevé.

**Des voix:** Bravo!

**M. de Jong:** Les députés applaudissent encore. Je voudrais leur dire quelque chose. Le gouvernement de ma propre province de Saskatchewan avait un budget équilibré depuis bien des années. Quand la horde des socialistes soi-disant dépensiers et prodigues, a pris la province en mains en 1944, celle-ci n'avait plus un sou, elle était endettée et n'avait ni électricité ni réseau routier. Elle avait une population dispersée sur un vaste territoire. Nous avons réussi à électrifier la province et à construire un excellent réseau routier sans accumuler de dettes énormes. Quand nous avons été battus en 1982, le budget du gouvernement de la Saskatchewan était excédentaire tandis que celui des gouvernements de l'Alberta, de la Colombie-Britannique et de l'Ontario étaient déficitaires. Il s'agissait pourtant de provinces riches gouvernées par des conservateurs.

Voyons un peu quelle est la situation en Saskatchewan à l'heure actuelle. Après deux ans de gouvernement conservateur, de compressions budgétaires dans les programmes sociaux, de vente de biens provinciaux comme les sociétés de la Couronne et le matériel de voirie, la Saskatchewan accuse le déficit accumulé le plus élevé de son histoire. Tous les déficits du passé réunis n'équivalent pas au déficit qu'ont accumulé les conservateurs après seulement deux ans au pouvoir.

Les députés n'applaudissent plus. Les conservateurs sont-ils étonnés d'apprendre que les déficits les plus importants de l'histoire de l'Angleterre, des États-Unis et de la Saskatchewan ont été causés par des gouvernements conservateurs? Cela ne semble pas tout à fait logique vu les beaux discours que nous avons entendus à la Chambre. Que se passe-t-il? Les conservateurs, qui ont pour principe d'équilibrer le budget, finissent par accuser des déficits records s'ils appliquent des programmes conservateurs. Que se passe-t-il? Comment expliquer ce phénomène?